

Antilles, répondre aux exigences populaires



Depuis près d'un mois, un mouvement populaire de grande envergure se déploie en Guadeloupe et en Martinique. Cette colère bénéficie d'un soutien massif de la population. Elle s'élève légitimement face au mépris du gouvernement, contre des inégalités particulièrement insupportables dans ces départements et pour un relèvement significatif des salaires.

Derrière l'image carte postale de ces îles, la réalité sociale est bien différente : taux de chômage dépassant les 20%, revenus moyens d'un tiers de ceux de la métropole, inflation deux fois supérieure et des prix souvent doubles, notamment pour les produits alimentaires.

Lyannaj Kont Pwofitation

Pour une majorité de guadeloupéens et de martiniquais, la vie est dure alors même que 1 % de la population y contrôle 90% de l'industrie agro-alimentaire, la moitié des terres et 40% de la grande distribution. Une inégalité sociale poussée à un point d'incandescence et qui aiguise toute les colères dans des Antilles qui n'oublient pas leur passé colonial et l'esclavage.

Silence du Président

Il aura fallu attendre 15 jours de grèves en Guadeloupe pour que le Ministre daigne se déplacer pour annoncer que le gouvernement laissait au Medef le soin de trancher...

Alors même que des centaines de milliards d'euros ont été trouvés pour sauver les banques, le gouvernement n'assume pas ses responsabilités politiques. En 1h30 de show télévisé, Nicolas Sarkozy n'aura pas eu un mot sur le sujet.

Une attitude irresponsable qui ne peut que conduire à une radicalisation du mouvement, à l'extension de la crise, en Guyane, à la Réunion et au-delà et conforter le recours à la grève générale comme seule solution pour être enfin entendu.

Augmenter les salaires, c'est juste et efficace

Aux Antilles comme en France, la solution à cette crise économique passe notamment par un relèvement significatif des salaires et rompre avec les dogmes libéraux.

C'est cette même exigence que le mouvement social a porté le 29 janvier et portera le 19 mars.

Délégation du PCF

Une délégation de la direction nationale du PCF s'est rendue en Guadeloupe les 3 et 4 février pour dialoguer avec les acteurs sociaux du comité **Lyannaj Kont Pwofitation** (LKP) et apporter le soutien des communistes.